

Darmanin prévoit 15.000 suppressions de postes de fonctionnaires durant le quinquennat fiscalité-gouvernement-social-industrie-tabac

23-07-2019 20:42:41

Pays : FRA

GLGL

ECF1954 0393 /AFP-SF15

PARIS, 23 juil 2019 (AFP) - Le ministre des Comptes publics Gérard Darmanin a estimé à "autour de 15.000" le nombre de postes de fonctionnaires d'Etat qui seront supprimés durant le quinquennat, dont "moins de 2.000" en 2020, dans un entretien accordé au groupe de presse Ebra.

"Ce sera sans doute autour de 15.000 suppressions de postes de fonctionnaires d'Etat sur le quinquennat, dont moins de 2.000 l'année prochaine, pour l'essentiel à Bercy", a-t-il affirmé au groupe de quotidiens régionaux de l'est de la France.

Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, Olivier Dussopt, avait déjà confirmé la semaine dernière que l'objectif de réduction de 50.000 postes dans la fonction publique d'Etat, qui comprend notamment les enseignants, une promesse du candidat Emmanuel Macron en 2017, serait "extrêmement difficile à atteindre d'ici 2022".

M. Darmanin, a en revanche assuré que "l'objectif de 70.000 suppressions de postes dans les collectivités territoriales" serait tenu.

Le ministre a également annoncé que les contribuables pourraient payer leurs impôts chez un buraliste "à partir du 1er juillet 2020, et dès le 1er janvier dans 18 départements test".

"Il s'agit de rendre ce service plus accessible, grâce à un réseau plus étendu que celui de la Direction générale des finances publiques (DGFIP)", a affirmé M. Darmanin, rappelant que les buralistes étaient présents dans 3.400 communes contre 1.800 pour la DGFIP.

Les contribuables pourront s'acquitter de leurs impôts en liquide jusqu'à 300 euros, car ils "veulent encore payer en liquide, parce qu'ils sont âgés, qu'ils n'ont pas internet ou qu'ils n'ont pas de compte bancaire", a-t-il souligné. Avec une carte bleue, le montant sera "sans limitation".

Selon le ministre, cette "nouvelle mission des buralistes" sera "effectuée en partenariat avec la Française des Jeux (**FDJ**)".

Dans un communiqué publié mardi soir, la Confédération des buralistes a accueilli "avec enthousiasme et grand sens des responsabilités" cette annonce qui s'inscrit selon elle dans "le rôle de service public de proximité de la profession".

Le ministre a également reconnu que le gouvernement étudiait une hausse des taxes sur le tabac à rouler.

"On se demande s'il n'y a pas un report de la consommation sur le tabac à rouler, qui n'avait pas subi les mêmes hausses de taxes que les cigarettes", a-t-il expliqué.

"Si tel était le cas, il serait logique qu'il y ait dans le budget 2020 une augmentation de la fiscalité sur le tabac à rouler", a-t-il ajouté.

arz/tq/cam

AFP 232042 JUL 19